



# Bolivie :

## fragile démocratie

107

Il est trop facile de continuer à ironiser sur la Bolivie ; sur sa crise politique, sa pauvreté désespérée, la corruption, l'attente de son énième coup d'Etat. Pourtant, aux prises avec une situation économique et sociale critique, la Bolivie — au-delà de l'actualité du cas Klaus Barbie — pose un ensemble de problèmes qui sont l'avant-goût d'autres qu'auront à se poser le reste des pays du Cône sud de l'Amérique latine dans un moment marqué par la recherche d'alternatives démocratiques à la situation actuelle.

Avec ses 1.098.581 km<sup>2</sup> (deux fois la France), la Bolivie est l'un des plus petits pays de l'Amérique latine. L'un des plus pauvres aussi : deux tiers de ses presque six millions d'habitants vivent dans les campagnes. Seuls Haïti et le Guatemala ont dans l'Amérique latine un si faible pourcentage de population urbaine. Son produit intérieur brut par habitant fut en 1982 de 334 dollars US. Il n'y a que le Honduras (311 dollars US) et Haïti (133 dollars US) à être plus bas dans l'échelle. Cette situation est en aggravation car en 1982 son PIB par habitant a chuté de 9,8 % par rapport à 1981 ; seuls l'Uruguay (— 10,0 %) et le Chili (— 14,3 %) sont dans une situation pire. Son taux annuel de croissance démographique (moyenne 1970-1980) est de 2,7 %, plus élevé que la moyenne de l'Amérique latine (2,6 %). Un Bolivien n'a que 48,6 années d'espérance de vie à la naissance et plus d'un sur trois est analphabète. 65 % de sa population est indienne parlant le Quechua et l'Aymara.

Devant son économie aujourd'hui en ruines, on a du mal à se rappeler que la Bolivie fut en d'autres temps l'un des pays les plus riches de l'Amérique latine. Eduardo Galeano dans son livre *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* (1) a décrit les splendeurs de Potosi pendant l'époque de l'argent et, plus tard, l'empire des latifundistes bâti sur les mines d'étain.

On comprendra toujours mal la Bolivie si on ignore qu'elle a été le théâtre d'un pillage presque sans limites dans son ampleur et sa durée. Les grandes défaites militaires avec ses voisins (contre le Chili en 1879 ; contre le Paraguay, pendant la guerre de Chaco en 1935) ont

façonné une forte conscience nationaliste qui est à la base de la culture politique du pays. Mais la défaite dans la guerre du Chaco a aussi été le premier ébranlement du pouvoir de l'oligarchie minière et terrienne qui aura du mal à tenir jusqu'au grand soulèvement populaire de 1952.

### massacres d'ouvriers en 1965 et 1966

Cette dernière date marque un tournant dans l'histoire contemporaine de la Bolivie. A ce moment-là, en effet, un vaste mouvement populaire — où la classe ouvrière des mines joue un rôle essentiel — s'empare du pouvoir suite à une insurrection. L'armée est cassée, et à sa place naissent des milices populaires. Des réformes anti-oligarchiques sont accomplies. Une réforme agraire élimine la grande propriété foncière. Les mines sont nationalisées.

Il est certain que tant par sa forme que son contenu, la révolution de 1952 n'a d'autre parallèle que la révolution mexicaine, cubaine ou sandiniste, dans le Nicaragua d'aujourd'hui. Le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) de Victor Paz Estenssoro et Hermán Siles Suazo dirige le pays jusqu'au coup militaire de 1964.

Reconstituée par les USA depuis la fin des années 1950, l'armée prendra le pouvoir en s'appuyant sur la paysannerie en se réclamant de l'héritage nationaliste de 1952. Dès 1964, les milices nationalistes du MNR sont anéanties et de gigantesques massacres d'ouvriers ont lieu dans les mines en 1965 et 1966 (2).



Ainsi voit-on apparaître les trois composantes majeures de la vie politique bolivienne des deux dernières décennies : une armée fortement politisée, un nationalisme populiste à dominante paysanne et un syndicalisme ouvrier fortement implanté dans les mines.

Toute alternative démocratique aux dictatures militaires des années 1970 passait, alors, par la constitution d'un front politique capable d'exprimer l'essentiel de ces trois composantes : le secteur dit institutionnaliste de l'armée — qui n'a pas manqué de se montrer pendant toutes ces dernières années — la paysannerie et le syndicalisme ouvrier. Ce front politique fut constitué finalement vers la fin des années 1970 sous le nom d'*Union démocratique et populaire* (UDP), regroupant notamment l'aile gauche du MNR, le parti communiste et le mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). C'est l'UDP qui accélère la crise de la dictature militaire et porte finalement au pouvoir le tandem Siles Suazo - Paz Samora en octobre 1982, même si en fait ils avaient été élus deux années plus tôt.

(1) Plon, coll. *Terre Humaine*, 1981.

(2) *Se rappeler de « Domitila, si on me donnait la parole », Maspero, 1980, et du célèbre film de Sanjinès « Le courage du peuple ».*

Quand l'UDP arrive au pouvoir, elle hérite d'un pays en banqueroute. Le président Siles Suazo proclame « l'état d'urgence économique » et déclare « cent jours d'économie de guerre » pour remettre sur pied le pays. Il est certain que l'économie du pays vit une crise structurelle. On a déjà signalé la chute de 10 % du PIB en 1982, ceci accompagné d'une inflation de 200 %, la plus importante de l'Amérique latine. Dans le secteur minier, vital pour l'économie du pays, l'étain connaît sa crise la plus dure depuis trente ans : le produit des ventes ne couvrant plus les coûts de la production, non seulement à cause de la chute des cours mondiaux — d'où perte de 40 % dans la valeur de ses exportations — mais aussi à cause du manque en investissements nouveaux dans la prospection et l'exploitation.

### une accumulation de difficultés

Au très fort déficit fiscal s'ajoute une dette extérieure de 4 milliards de dollars, ce qui est peu à côté des énormes dettes des « grands » (Brésil, Argentine, Mexique), mais qui absorbe plus des deux tiers des exportations en 1982 et pourrait atteindre 85 % en 1983.

Pour faire face au service de cette dette, et satisfaire les exigences du FMI, le gouvernement de l'UDP a dû adopter une politique — très impopulaire — de dévaluation, austérité budgétaire et sévère réduction du pouvoir d'achat. Un programme de relance devait accompagner ce plan de stabilisation. Or, l'Etat — qui contrôle près de 70 % de l'économie du pays — n'est pas en mesure de faire des nouveaux investissements.

Reste à résoudre par l'Etat le problème du trafic de drogue, véritable cancer qui ronge, pas seulement l'économie du pays, mais aussi l'ensemble de sa vie politique. Les relations avec les USA et avec l'armée — même si celle-ci a déjà été sévèrement épurée — en dépendent aussi. Un important dispositif de lutte contre les « parrains » de la mafia de la cocaïne a été mis sur pied ; mais on reste sur l'impression que le noyau dur des « narco-terroristes » n'a pas pu être atteint.

L'accumulation des difficultés auxquelles doit faire face le gouvernement de l'UDP alimente les différences d'analyse que font de la situation chacun de ces

partis membres. Celles-ci concernent les conditions mêmes d'accès au pouvoir de l'UDP en octobre 1982. Il semble à peu près certain que seul le MIR ait été alors favorable à la formule du retour au régime civil sur la base de la reconnaissance de validité des élections de 1980. Le MNRI — le parti du président Siles Suazo — et le parti communiste étaient par contre favorables à de nouvelles élections pouvant donner à la gauche une majorité claire qu'elle n'avait pas eue dans la chambre élue en 1980. La rapidité — la précipitation, parfois — avec laquelle s'est constitué le nouveau gouvernement civil, n'a pas permis à la nouvelle coalition gouvernementale de bien expliquer ses accords. Le partage des différents portefeuilles ministériels entre les partis de l'UDP — le MIR, par exemple, prenant la responsabilité de tous les ministères économiques — a exacerbé les mésententes entre eux. La crise larvée finit par éclater au grand jour dès le mois de janvier 1983. Le MIR quitte le gouvernement, même si Paz Samora reste vice-président de la République, l'UDP continue d'exister en tant que front politique. Autour de cette crise de la coalition gouvernementale émergent quelques-uns des véritables enjeux de cette jeune et fragile démocratie bolivienne. Car elle ne pourra exister que si un accord politique intervient au moins sur quatre points fondamentaux.

Premièrement, un large consensus institutionnel sur les modalités de démocratisation de la société et de l'Etat. Ceci passe par un accord — notamment au niveau parlementaire, où l'UDP n'a pas la majorité absolue — avec quelques-unes des forces politiques qui ne font pas partie du gouvernement, et notamment avec le MNR de Victor Paz Es-tensoro.

Deuxièmement, il faut un accord de gouvernement — au niveau de l'UDP — susceptible d'orienter le processus de changement structurel et institutionnel avec une autorité politique unifiée et cohérente. C'est précisément autour des limitations intervenant sur ce point que la crise de janvier a éclaté.

Troisièmement, maintenir — malgré la crise et le programme d'austérité — une participation populaire active et, notamment, un accord permanent avec la COB (Confédération ouvrière bolivienne), la principale organisation syndicale du pays.

Le quatrième point concerne les exigences d'une politique extérieure susceptible

de fournir à la Bolivie un environnement international propice. Or, les difficultés sont aussi, dans ce domaine, considérables. Aux vieilles disputes frontalières avec le Chili et le Paraguay, s'ajoute depuis quelques années l'intérêt manifeste du Brésil et de l'Argentine pour renforcer leur influence en Bolivie. Ces influences n'ont pas manqué de jouer un rôle négatif dans la vie politique du pays.

### la coalition gouvernementale mise à mal

Il est évident aujourd'hui que sur l'ensemble de ces problèmes il n'y a pas d'accord total entre les différentes forces politiques regroupées dans l'UDP. Quand le MIR — le parti du vice-président Paz Samora — fait connaître début janvier son analyse de la situation, ses demandes portent sur trois points : accord politique sur les orientations d'ensemble du processus démocratique, fonctionnement des organes de direction de l'UDP comme instances de décision réelle et recomposition du cabinet ministériel. Le MIR se trouve, en effet, dans une situation très inconfortable. Ayant à sa charge l'ensemble des ministères économiques, il risque de subir les conséquences les plus négatives du plan de redressement et d'austérité décidé par le gouvernement. D'où perte de ses appuis populaires. D'autre part, étant donné la réalité des « tranches de pouvoir » où chaque parti a ses fiefs ministériels, le MIR manque d'instruments lui permettant d'intervenir dans d'autres domaines, notamment les relations extérieures et le ministre de l'Intérieur, tous deux sous contrôle du MNRI. La crise a pris très vite les caractéristiques d'un affrontement MNRI-MIR que le Président de la République n'a pas été en mesure d'éviter. Le MIR a dû, finalement, quitter le gouvernement, sans qu'il y est, pour autant, rupture de la coalition gouvernementale.

Il est évident que cette crise ne peut qu'affaiblir la démocratie bolivienne. Si le soutien populaire dont jouit le gouvernement diminue, c'est l'Etat lui-même qui en sortira affaibli. Une conspiration militaire n'aurait ainsi que plus de conditions pour réussir. Pourtant, il semble bien qu'au-delà de la coalition gouvernementale une large majorité sociale et politique reste acquise à l'idée de préserver la stabilité de l'actuel gouvernement et de l'ensemble du processus démocratique.